

---

LOS ANGELES - 2015 et au delà - Mise à jour de la gouvernance de l'Internet  
Mercredi 15 octobre 2014 – 16h30 à 18h15  
ICANN - Los Angeles, ÉTATS-UNIS

NIGEL HICKSON :

Bonjour à tous, vous pourriez svp sous asseoir dans la salle, on va commencer cette séance sur la gouvernance de l'internet. Sachez que si vous êtes venus pour autre chose, vous êtes tout à fait les bienvenus, vous pouvez rester avec nous. Sans plus attendre, je vais vous présenter cette séance. Nous allons parler de questions liées à la gouvernance de l'internet, on va diviser cette séance en deux parties, la modératrice est une nouvelle membre du conseil de l'administration qui va donc modérer les séances de cet après-midi, Rinalia Abdul-Rahim de la Malaisie, tout à fait capable de modérer cette séance puisqu'elle a fait partie des bases sur le premier sommet mondial sur la société de l'information. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM :

Merci beaucoup. L'objectif de cette séance est de mettre à jour la communauté de l'ICANN sur la gouvernance de l'internet. Combien de vous ne connaissez presque rien sur ce sujet? Levez la main svp, pour voir un peu quel est notre public. Nous avons quelques nouvelles têtes. Les autres sont des vétérans, on aimerait proposer des changements pour que système soit plus efficace. On va diviser cette séance en deux. La première va couvrir les nouveaux développements dans la gouvernance de l'internet, trois éléments clés, le forum FGI en

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

septembre à Istanbul, la réunion de haut niveau de l'assemblée de l'ONU en 2015. La deuxième partie va couvrir le modèle émergent de l'écosystème de la gouvernance de l'internet et va inclure des modèles, et la troisième partie sera une surprise. Par rapport au temps de parole, notre réunion s'achève à 18 h 15, nous avons une heure pour la première partie et 30 minutes pour la deuxième partie. Ensuite, on va parler de choses logistiques. Voilà le fonctionnement de cette séance. Je vais poser une ou deux questions aux membres du panel sur ces questions, et ils auront trois minutes pour répondre. Une fois que tous les membres du panel seront intervenus, on aura une période de question-réponse avec le public. Ensuite, il y aura une période de 25 à 30 minutes pour l'échange avec la salle. J'aimerais vous présenter les membres du panel : Janis Karklins à ma droite, président du comité consultatif multipartite prenante, qui va malheureusement nous quitter ensuite parce qu'il doit prendre un avion, le directeur qui se trouve en face de moi pourra répondre à vos questions. Nous avons également Olivier Crépin-Leblond, qui n'est pas encore ici, président du ccWG, à ma droite le représentant du GAC pour l'Argentine Olga Cavalli, à ma droite M. Jimson Olufuye, également Bertrand de la Chapelle ancien membre du conseil de l'administration de l'ICANN, et à ma gauche Bill Drake, président de l'unité constitutive non commerciale, et à ma gauche Raul Echeberria membre de l'ISOC\* et à distance Subi Chateverdi, professeure assistante de journalisme et de communications à l'université de l'Inde.

Je vais commencer sur des questions sur le FGI, qui s'adresse la première à Janis. Quels sont les innovations et les résultats du FGI en

---

2014, et quelles sont vos attentes par rapport au prochain FGI au Brésil en 2015?

JANIS KARKLINS :

Merci. J'aimerais d'abord vous dire que c'est important d'encadrer ce débat sur le FGI dans le cadre du FGI, parce qu'il s'agit d'une évolution et d'un processus de révision constant du SMSI, le sommet mondial sur la société de l'information. Ça aura lieu à la fin du mandat du FGI. Pour répondre à votre question, nous avons été orientés par un certain nombre de contributions et de préparations pour le FGI 2014. Il s'agit des recommandations de la communauté et du groupe de travail sur l'amélioration du FGI, également les principes directeurs de NETmundial qui nous ont permis de réfléchir après l'adoption de la déclaration finale de NETmundial, quelles sont les innovations. Comme vous le savez beaucoup de personnes ont demandé des résultats améliorés du FGI, et ayant présence à l'esprit, nous avons demandé un certain nombre d'améliorations. Les présidents en font rapport, c'est une tradition, mais cette fois-ci ces rapports contiennent des informations plus axées sur différentes questions. Par exemple, la neutralité du Net comme suggéré à NETmundial, la liberté d'expression, etc. Nous avons organisé cinq forums sur les meilleures pratiques qui ont donné lieu à une collecte des meilleures pratiques sur la protection en ligne, la lutte contre le spam, comment organiser des recherches, sur les politiques à mettre en place, promouvoir la création de contenus locaux, comment gérer la gouvernance internet multi partie prenante. En réponse à ceux qui pensent que le FGI est un simple forum où l'on parle et que rien n'a lieu, aucune action n'est mise en oeuvre, comme conséquence de l'engagement pris dans les FGI précédents, nous avons posté sur le site

---

du FGI tous nos engagements. Brièvement, je ne sais pas de combien de temps je dispose encore, je vais souligner les observations initiales pour le forum qui aura lieu en novembre 2015, du 10 au 15 à Joao Pessoa au Brésil. Tout d'abord j'aimerais vous rappeler que c'est un nouveau processus en cours, et jusqu'au 20 octobre votre organisation peut proposer des noms. Il y a un processus de consultation qui aura lieu à Genève du 1 au 3 décembre, et dernier élément que j'aimerais mentionner et vous indiquer pour en débattre, le prochain sommet mondial sur la société de l'information aura lieu en décembre et il devrait y avoir une interaction entre les négociateurs intergouvernementaux et d'autres parties prenantes en sachant que la réunion du FGI 2015 aura lieu en novembre. Il serait intéressant d'après moi de voir ce à quoi le FGI peut contribuer par rapport à ce prochain sommet. Ce sera à voir entre les négociateurs et les différentes parties prenantes. Voilà ce que je voulais vous dire, veuillez m'excuser pour prendre l'avion, mais une personne va me remplacer.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup Janis. Raul j'ai une question : le FGI est en train de soutenir une association, que fait-elle et est-ce que cela est suffisant?

RAUL ECHEBERRIA : Merci beaucoup Rinalia. Vous savez que pour l'ISOC le FGI est une partie essentielle de la gouvernance internet. Nous pensons réellement que le FGI devrait continuer à constituer l'espace qui représente l'espace de toutes les parties prenantes par rapport aux questions liées à la gouvernance de l'internet. Par rapport au FGI et son évolution, nous espérons que nous pourrions parvenir à des améliorations significatives

du FGI d'ici 2015 au Brésil. Mais une des choses importantes d'avoir présente à l'esprit pour garantir l'efficacité du FGI est de garantir la stabilité financière. Lorsqu'on pense au contexte d'amélioration du FGI et qu'on veut que le FGI produise de résultats qui soient utiles pour la communauté dans ce type de processus, il faut un secrétariat plus fort, je ne dis pas par là que le secrétariat actuel n'est pas suffisamment fort, c'est lui qui doit mener tout ce processus. C'est pour cel que la stabilité est si importante. L'ISOC a promis cette initiative, qui est maintenant entre les mains de la communauté. Le FGI soutien une réunion qui a eu lieu à Istanbul pendant la réunion du FGI, on a créé un groupe de travail que j'ai l'honneur de présider, et beaucoup des membres sont ici présents dans la salle, je reconnais Marylin Cade, présente dans la salle aujourd'hui. Au cours de ces premiers mois, on a déjà progressé pour nous organiser, on est en train de finaliser toutes les démarches juridiques, la création des comptes bancaires et on a mis en place un mécanisme pour recevoir les contributions des individus. Je pense que d'ici les prochaines semaines, vous allez voir de manière plus visible les résultats de ce groupe de travail. Par rapport à votre question spécifique, à savoir si cela répond à tous les besoins du FGI en termes de financement : je ne peux pas vous répondre, cela dépendra de nos résultats. Nous espérons réellement que nous parviendrons à pouvoir impliquer de plus en plus de gens, et les activités de levée de fonds nous l'espérons, accompagneront également ces activités. Obtenir davantage de financement pour le FGI et faire participer davantage de gens au FGI, un pourcentage plus élevé sera alloué au secrétariat de FGI par l'intermédiaire du mécanisme normal des Nations unies utilisé à cet effet. Nous travaillons en étroite coopération avec le secrétariat du FGI et le président du FGI, afin de nous assurer que nous sommes sur la

---

même longueur d'onde. Pour conclure, je dirais qu'il est important de reconnaître et de saluer le travail de Markus Kummer qui a créé et mis en place cette association maintenant dirigée par le comité exécutif. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, une dernière question qui s'adresse à Olga. Qu'est-ce qui a été significatif pour vous par rapport au FGI cette année, et êtes-vous satisfaite de l'engagement et du rôle de l'ICANN?

OLGA CAVALLI : Merci Rinalia et Nigel de l'invitation au panel, la participation de l'ICANN dans le FGI est intéressante, parce que cet engagement a monté au fil du temps. Si je ne m'abuse, à la réunion du FGI, j'ai noté une présence importante des membres du conseil d'administration à Charm el Sheik. Depuis, il y a une participation accrue des membres de l'ICANN, bien entendu des membres du conseil d'administration et de la communauté. Chaque fois, il y a plus de participants, une participation accrue des membres de la région et ça s'est reflété au FGI. Beaucoup des gens qui participent aux groupes multi parties prenantes et au comité consultatif ont également participé, et il y a une interface entre ces gens et cet engagement est en croissance. Cette année à Istanbul, j'ai été surprise de voir des membres du conseil d'administration qui participaient à des réunions organisées par le conseil de l'Europe et d'autres sur les Droits de l'homme, et pour moi cela a une signification particulière pour l'Argentine, on en a parlé également au comité consultatif gouvernemental, il y avait également de hauts représentants de l'ICANN. Les voir et les écouter a été très enrichissant. Nous avons

---

organisé pour la deuxième fois un forum du GAC. La première fois était lors de la réunion de Londres, la première édition s'est bien passée, mais la deuxième édition que nous avons organisée à Istanbul a été couronnée de succès parce qu'il y a eu beaucoup de gens dans la salle et nous avons beaucoup apprécié cette séance, c'était une séance organisée très tôt après le karaoké et la soirée musicale organisée hier, une séance un peu tôt ce matin, moins de monde à cause de cela, mais c'est toujours intéressant que la communauté s'engage au FGI.

Lorsque l'on parle des ccTLD et des aspects techniques, alors là la communauté technique est beaucoup plus présente.

RINALIA ABDUL RAHIM :

Merci. J'attire votre attention messieurs et mesdames membres du panel de bien vouloir respecter votre temps d'intervention. Pour que nous passions à la conférence plénopotentiaire de l'UIT, j'aimerais passer à Jimson. Pourquoi cette conférence est importante pour la communauté de l'internet? Qu'est-ce qui va être abordé?

JIMSON OLUFUYE :

Merci beaucoup chère présidente, je dois dire que cette conférence plénopotentiaire de l'UIT est extrêmement importante, comme vous le savez l'UIT est l'agence spécialisée la plus ancienne e ce qui concerne les télécommunications et les ICT, cela fait 149 ans qu'elle existe. De fait, l'année prochaine nous célébrerons le 150<sup>e</sup> anniversaire de cette agence. L'UIT a un rôle important en terme de mise en liens des gens pendant toutes ces années dans le monde entier. Les choses qui peuvent changer puisqu'actuellement nous avons l'internet, de

nouvelles technologies qui permettent par le protocole du TCP/IP de transférer des données dans le monde entier, nous avons la communauté multipartie, la définition de politiques par le processus ascendant défini par la communauté, la semaine prochaine en novembre, il y aura le potentiel de prendre des décisions en faveur des mécanismes actuels ou contre les mécanismes actuels. Parlons déjà du contre. Si vous ne le savez pas, il y a la question de la fragmentation. On ne veut pas cette fragmentation de l'internet. L'opportunité peut également signifier un changement d'agence. Comme vous le savez, il y a 193 pays qui font partie de l'UIT qui prennent des décisions, et conseil auprès d'autres parties prenantes, mais on ne peut pas savoir ce qui va être décidé. Il est tout à fait possible qu'il y ait une métamorphose en une organisation multipartite similaire à ce que nous avons à l'ICANN aujourd'hui. En ce qui concerne la substance, la conférence envisagera le plan stratégique de l'UIT au cours des quatre années à venir, ainsi qu'un certain nombre de résolutions concernant des questions d'attributions d'adresses, du rôle de l'ICANN actuel, etc. C'est une réunion très importante, d'ailleurs la dernière réunion était de cette année, je crois que les délégations sont bienvenues des différentes parties prenantes, n'hésitez pas à vous joindre aux délégations, déjà présentes, je crois qu'il y aura un webcast de l'événement, nous n'avons pas -- les parties prenantes comme moi n'ont pas la possibilité de parler, mais nous pouvons écouter ce qui se produit. Ceci n'est pas bon pour l'internet, parce que tous nous sommes impliqués dans l'internet. C'est le message que je souhaiterais que nos délégués retiennent d'aujourd'hui, le modèle d'aujourd'hui doit être conservé, nous ne devons pas nous en débarrasser. Merci.



---

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci Jimson. La question suivante, j'aimerais revenir à Raul, il y a un rôle spécifique joué par l'ISOC, qui a un ordre du jour très précis pour cette conférence plénipotentiaire. Quel serait le résultat à souhaiter pour l'ISOC et la communauté dans son ensemble?

RAUL ECHEBERRIA : Je vais dire que le rôle que nous cherchons à jouer, puisque vous avez dit que nous avons un rôle à jouer, le rôle à jouer pendant cette réunion plénipotentiaire est d'essayer d'articuler un peu les discussions et bien sûr, nous avons investi beaucoup de ressources et d'énergie au cours des dernières années dans ce domaine, et nous participons avec une large délégation qui se rendra en Corée du Sud ce weekend. Pour nous le résultat idéal serait que l'UIT travaille au niveau de l'infrastructure, ce sont d'énormes télécoms, la standardisation, pour étendre la juridiction. Nous souhaiterions voir davantage de transparence et d'ouverture dans les activités de l'UIT dans le monde entier. En termes internet, nous avons beaucoup travaillé au cours des quelques années eu beaucoup de conversations avec les gouvernements, l'UIT, pour obtenir une approche adéquate, nous avons proposé une collaboration avec les gouvernements et l'UIT, de fait la déclaration que vous avez peut-être déjà vue dans les documents soumis pour cette réunion plénipotentiaire a été acceptée. Ceci a été disponible pour les délégations qui participeront à la réunion. L'objectif est une approche collaborative, nous avons également préparé un parallèle disponible sur notre site web, les deux documents sont disponibles sur notre site web, et vous indiquent toutes les propositions qui ont été faites ainsi que l'impact

---

que ces propositions auront sur les systèmes de gouvernance internet. Il y a des propositions qui ont surgi des quelques mois qui ne sont pas des choses mineures, pour certains ils recherchent un rôle renforcé de l'UIT en termes de gouvernance de l'internet, il y a d'autres idées qui ont été abordées par le passé en terme de numérotage et d'autres sujets dont nous nous préoccupons, nous sommes en train d'y travailler de ce point de vue constructif dont j'ai déjà parlé.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci Raul, j'aimerais maintenant passer au sujet de la revue du SMSI. Vous avez parlé de la réunion de très haut niveau de 2015, qu'est-ce qui va se passer pendant cette réunion, quelles sont les menaces et les opportunités de cet événement en terme d'ordre du jour sur la gouvernance de l'internet?

BILL DRAKE : Je ne sais pas ce qui va se passer, on va commencer par là. L'assemblée générale a décidé en juillet 2014 qu'il y aurait une réunion de l'assemblée générale qui sera suivie par un processus de préparation pour prendre en compte de la part des parties prenantes. La réunion sera organisée au plus haut niveau, et il y aura un processus de développement d'un document qui sera proposé pour adoption à l'assemblée générale et qui donnera une feuille de route pour l'avenir en terme de processus. Si vous lisez le texte, il ne semble pas réellement différent de ce que vous avez déjà pu avoir obtenu de l'assemblée générale de 2005, et c'est peut-être vrai, ceux qui vivent dans la bulle FGI ICANN dans le modèle multipartite n'apprennent pas beaucoup de choses de notre interaction peut-être, mais il y a différentes parties du

gouvernement et des Nations unies qui fonctionnent de manière très différente, et il faut le savoir et en être conscient. Qu'est-ce qui va se passer par rapport aux gouvernements qui souhaitent une approche plus gouvernementale, il y a aura davantage de propositions pour ressusciter certaines idées de créer des organes de Nations unies, etc. Il y aura beaucoup de tensions qui vont exister de ce fait, je crois que les grandes différences par rapport à 2005 c'est que tous les gouvernements n'auront pas l'appareil qui existe au sein du processus SMSI. D'une manière générale je crois que nous ne sommes pas prêts, au sein des groupes il y a des fragmentations et au sein de ces groupes au sein de certains, la société civile, on ne voit pas beaucoup de nouveaux efforts de coordination, etc. L'initiative One Net semble avoir du mal de toute évidence pour promouvoir le dialogue, la coordination, cela n'a pas bien fonctionné en dehors du contexte de l'ICANN. Je crois que cela représente un problème, les gens se préoccupent du nombre de réunions à suivre, certains gouvernements et certains autres groupes non gouvernementaux qui ont du personnel qui font le suivi de tout ce qui se passe, le reste d'entre nous on est en dehors de tout ça. Il va falloir établir des mécanismes pour réagir de manière adéquate à ces processus. Ceci pourrait être fait en parallèle aux activités, ce que j'aimerais voir c'est le genre de chose comme le NETmundial pour rassembler le point de vue de différents groupes dans le monde entier, peut-être avoir notre propre revue du processus SMSI, d'autres groupes qui pourraient aussi détaillé un peu et analyser plus loin, il faut ressusciter le dialogue de la part d'autres groupes. Comme nous, le FGI est un bon mécanisme pour commencer à coordonner un peu le dialogue, une fois qu'on aura passé l'étape de la réunion pléniptentiaire, les gens devront pouvoir s'investir davantage.

---

Rapidement, on arrive à l'étape de 2015; il y a un réel risque si on ne fait pas attention. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci Bill. Je passe à Subi qui est au téléphone, vous m'entendez? Quelles sont les menaces et les opportunités de cet événement par rapport à la plateforme du FGI? La question que j'ai posé à Bill. Vous m'entendez?

SUBI CHATERVEDI : Vous m'entendez? Bonjour, je crois que cette réunion est extrêmement importante -- désolé, l'interprète n'a pas suffisamment de son pour interpréter.

RINALIA ABDUL RAHIM : Subi, je suis désolée de vous arrêter, j'ai vraiment essayé de comprendre ce que vous disiez, mais la qualité de la ligne téléphonique est mauvaise. Si vous avez accès à l'internet, il serait peut-être bien de taper rapidement ce que vous êtes en train de dire pour envoyer au personnel par la ligne Adobe connect ce que vous êtes en train de dire. Ce serait mieux. Merci, Je suis désolé, mais la qualité de la ligne est mauvaise. Je vais passer à Bertrand avec la dernière question. En quoi en ce que le SMSI et son analyse est pertinent par rapport au travail de l'ICANN, et quelles sont les menaces et les opportunités?

BERTRAND DE LA CHAPELLE : Merci Rinalia. Comme vous le savez, la gouvernance internet n'est pas du tout à la base de la création de la SMSI, mais c'est devenu un des

points importants depuis 2005. On dit pour certains que le résultat principal a été la création du FGI, et donc au-delà du fait qu'il y avait le FGI qui a été créé, il y a eu une reconnaissance générale pendant ces cinq années, une reconnaissance de l'approche multipartite. C'était vraiment quelque chose à la base de la gouvernance de l'internet dans plusieurs endroits dans le document. Pour moi il y a deux voies en termes de menaces et d'opportunités. En ce qui concerne le SMSI certains viennent de l'ICANN et de l'extérieur. Premièrement, le lien avec la transition IANA et la façon dont nous allons gérer ceci, mais nous allons nous concentrer là-dessus. Nous savons tous que la question du rôle du gouvernement des États-Unis dans la gestion de la fonction IANA ainsi que la relation avec l'ICANN à l'époque, ce qui était en fait avant l'affirmation d'engagement c'était vraiment un point de contention dans la discussion, sinon un des sujets qui aurait pu faire dérailler le sommet. L'annonce NTIA en mars de cette année a changé la donne, parce que pour la première fois, on traite du sujet avec des menaces et des opportunités de toute évidence et que si nous gérons bien ce processus, cela représente un problème international remarquable qui finalement devient éliminé dans la sphère internationale. C'était vraiment une question politique très symbolique utilisée pour des préoccupations légitimes, mais qui également était un outil politique qui permettait de bloquer certaines discussions. L'opportunité est que si nous gérons bien ce processus, il y aura accroissement de la crédibilité, le problème est que si nous le faisons pas, cela représente un réel danger. Un des gros problèmes que j'aimerais souligner est que s'il y a un certain nombre de gouvernements qui ne sont pas impliqués dans ce processus géré par l'ICANN parce qu'ils ne souhaitent pas s'y engager, à ce moment-là il y aura possibilité de dire qu'ils ne participent pas et le

---

résultat n'est pas approprié. C'est un peu un appel à tous les gouvernements qui participent ici, il serait beau pour le processus et les gouvernements même ceux qui hésitent de participer. Rapidement, sur le deuxième point, nous avons parlé de préparation du SMSI, le danger est que le processus devient tellement intergouvernemental encore une fois que ce ne sera pas vraiment un processus SMSI multipartite comme il y a 10 ans, et il faut qu'une des choses à explorer serait peut-être que si le FGI et puisque dans le SMSI si le processus était multipartite et produisait un résultat avec les meilleures contributions, il faudrait peut-être avoir des discussions parallèles multipartites qui alimentent le FGI et qui soient repris par les négociateurs.

RINALIA ABDUL RAHIM : Olivier est enfin avec nous, je vais poser la question qui lui était adressée. Pourquoi est-ce que la conférence plénipotentiaire est importante pour l'ICANN et est-ce que l'ICANN doit être impliqué?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Désolé de mon retard, je vais parler très vite. C'est important pour l'ICANN parce que cela a un impact sur les opérations de l'ICANN et sur son avenir. En fin de compte, nous savons tous que l'UIT devrait s'occuper de questions qui ne sont pas l'internet, selon les discussions que nous avons eues pendant la conférence mondiale sur les télécommunications en 2012, il y avait beaucoup d'opposition par rapport à l'implication de l'UIT dans ces questions, il y a eu des pays membres qui se sont exprimés comme quoi ils allaient avoir un impact sur le fonctionnement de l'internet. Il y a la question des adresses IP, les propositions liées aux noms de domaine, une des grandes

---

préoccupations qui existent. Pour ce qui est de savoir si cela aura un impact sur l'ICANN ou non, c'est une autre chose, et il y a beaucoup de poids sur ces négociations de la part d'autres pays, mais de toute évidence ces sujets existent. Il faut le savoir, et l'ICANN doit le savoir, et être conscient ainsi que les autres organisations. Voyez, il me reste trente secondes, pas mal!

RINALIA ABDUL RAHIM : Bravo j'aime beaucoup des réponses rapides pleines de contenu. J'aimerais passer à l'auditoire, si vous avez des questions et des commentaires n'hésitez pas il y a un micro ici. J'aimerais également demander aux panélistes de répondre aux questions ou aux commentaires. C'est intéressant d'avoir beaucoup de questions et de commentaires de l'audience. Je vous demande de faire attention à ça. Merci. Commençons avec une question à distance.

INCONNUE : C'est une question de Mike Nelson, il a une question sur la conférence plénipotentiaire de l'UIT. La question est la suivante : comment les changements du secrétaire général affectent les priorités de l'UIT?

RINALIA ABDUL RAHIM : Pouvez-vous répéter?

INCONNUE : La question est la suivante : comment les changements du secrétaire général affectent les priorités et processus de l'UIT?

---

RINALIA ABDUL RAHIM :            Quelqu'un souhaite répondre à cela? Raul?

RAUL ECHEBERRIA :            Oui c'est une spéculation, ce n'est pas quelque chose de formel encore, la conférence plénipotentiaire n'a pas encore commencé, vous savez que le prochain secrétaire général sera Houlin Zhao, qui est là depuis longtemps. Il a été impliqué dans les choses qui ont à voir avec la communauté internet, c'est une personne qu'on connaît de longue date. Je ne sais pas dans quelle mesure cela va affecter la conférence plénipotentiaire, j'espère seulement que cela va l'affecter. J'espère que Houlin Zhao va travailler au renforcement des relations entre les organisations d'internet et l'UIT dans nos rôles respectifs, je pense qu'il a été impliqué depuis suffisamment de temps dans cela pour mettre en place l'ouverture et la transparence de notre communauté, j'espère réellement qu'il va prendre des mesures qui vont dans ce sens, pour que l'UIT puisse construire avec nous une relation de travail fondée sur la coopération.

RINALIA ABDUL RAHIM :            Oui, Bruce\* veut intervenir aussi.

JIMSON OLUFUYE :            Il est également important de noter que non seulement la position du secrétaire général va avoir une incidence, mais beaucoup d'autres auront une incidence. Nous avons de nouveaux leaders, et je veux croire qu'avec la dynamique de l'on voit au sein de l'UIT on va pouvoir continuer à progresser. C'est bon pour l'économie mondiale, bon pour



---

les rapports entre les gens dans le monde, et je pense que du point de vue du leadership on va pouvoir avancer.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup Jimson. D'autres commentaires dans la salle?

UGO AKIRI : Je m'appelle Uokoro\*, je viens du Nigéra. J'ai un commentaire qui ne porte pas sur la transition du rôle de supervision des fonctions IANA ni sur la conférence plénipotentiaire de l'UIT, mais plutôt sur la gouvernance des cc, qui relèvent finalement de l'internet. J'aimerais suggérer d'initier une conversation sur la promotion d'une bonne gouvernance sur les ccTLD, de promouvoir non seulement la croissance de l'internet, pour comprendre que parfois il y a une mauvaise compréhension. Ça porte surtout sur les extensions géographiques en Afrique, je pense qu'il faudrait organiser des réunions pour promouvoir les bonnes pratiques à tous les niveaux au prochain FGI. Ce n'est pas suffisant de dire que c'est un problème interne qui relève de pays spécifiques.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, est-ce que des membres du panel souhaitent répondre à cela?

CHENGETAI MASANGO : Nous sommes en train de répondre à cela, je vous invite à participer à la prochaine réunion qui va avoir lieu, et je vous invite à soumettre votre commentaire par écrit, parce qu'on va le prendre en considération lors de la fixation des objectifs et des priorités pour la prochaine réunion.

---

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup, y a-t-il d'autres commentaires ou questions? Oui. Une personne dans la salle.

EPHRAIM KENYANITO : Bonjour, je m'appelle Ephraim Kenyanito du Kenya, j'ai une question qui porte sur la résolution A33 de la conférence plénipotentiaire qui porte sur le rôle des états membres sur la gestion des noms de domaines multilingues, je voulais obtenir davantage d'information là dessus, surtout savoir si l'UIT pourrait organiser un débat multipartie prenante là-dessus. Est-ce que ça veut dire que les débats à l'ICANN ne sont pas suffisamment fondés sur les modèles multi partie prenante pour que l'on propose cela? C'est une proposition pour la conférence plénipotentiaire de la semaine prochaine.

RINALIA ABDUL RAHIM : Est-ce que quelqu'un souhaite répondre à cette question? Jimson?

JIMSON OLUFUYE : Mon point de vue est le suivant. Je pense que le FGI nous permet de mieux comprendre toutes les questions. S'il y avait plus de forums pour débattre de toutes ces questions, je pense que ça serait une excellente chose pour tout l'écosystème. Il faudrait avoir un esprit ouvert pour voir la structure de cette question. Ne pas être latéral, mais se fonder sur le modèle ascendant multi partie prenante.

RINALIA ABDUL RAHIM : Oui en fait, on veut étendre ce modèle multipartie prenante au monde entier, montrer au monde l'efficacité de ce processus d'inclusion.

---

D'autres commentaires ou questions dans la salle? Marilyn. Il n'y a plus de micro.

MARILYN CADE :

Je voulais revenir à la question qui vient d'être posée. Je répondrai autre chose que ce que vous avez dit. Je dirais que les processus multipartie prenantes ne sont pas tous créés de la même façon, pour créer tous les mêmes problèmes. L'idée de l'engagement multipartie prenante de l'engagement ouvert et inclusif doit être envisagé dans le cadre d'un processus où les décisions qui ont une incidence sur l'intérêt public sont prises. Il est fort possible que l'IETF réponde aux critères de l'IGF. Il est très possible que nous pratiquions ici à l'ICANN un modèle multipartie prenante différent de celui de l'IGF\*. Nous traitons tout le monde sur le même pied d'égalité. Je ne pense pas que toutes les décisions peuvent être analysées de la même manière. Par exemple, je dirais que dans certains domaines nous en tant que citoyens nous avons décidé de laisser le soin au gouvernement de prendre les décisions. Je vais vous donner l'exemple du rôle de l'OTAN ou d'Interpol. Je pense que cet exemple de sensibilisation et d'engagement du modèle multipartie prenante est ce que nous essayons de diffuser dans le monde. Il faut prendre un peu de distance pour comprendre qu'il va peut-être falloir adopter une approche fondée davantage sur le développement pour certains pays pour non pas simplement diffuser ce modèle multipartie prenante, mais pour soutenir les pays pour leur permettre de mieux participer davantage au niveau local. Les gouvernements dans les pays en développement, je suis blanche d'Amérique du Nord pour ceux qui ne l'ont pas remarqué, les gouvernements dans les pays en développement dans de nombreux cas

---

n'ont pas encore mis en place dans leur propre pays de pratiques et des méthodes qui leur permettent d'interagir avec les parties prenantes. Pourquoi? Parce que très souvent les parties prenantes n'ont pas encore pris conscience du fait qu'ils doivent défendre et assister cette interaction.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, effectivement cette approche fondée sur le développement est essentielle pour faire face à une question si complexe. D'autres questions?

MATTHEW SHEARS : Merci, en fait il s'agit de deviner ce qui va se passer, quels seront les résultats de la réunion de l'année prochaine, et quels seront leur incidence par rapport à l'ICANN. Merci et c'était d'ailleurs la question que j'avais posée.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, et c'était d'ailleurs la question que j'avais posée.

BERTRAND DE LA CHAPELLE : Le pire scénario pour ceux qui ont participé aux résolutions sur la commission sur la science et la technologie pour le développement chaque année depuis 10 ans savent que la seule teneur de ces résolutions c'est d'affirmer le document qu'ils ont élaboré en 2005. C'est le pire des scénarios. Les gouvernements ensemble, quel que soit le processus ne peuvent pas produire autre chose que réaffirmer ce qui a déjà été dit il y a 10 ans, ça serait un piètre résultat pour tous. Le

---

résultat positif que je vois est qu'il y aurait d'une certaine manière un processus qui va produire en quelque sorte cela. Ce que vous regardez, le document en question, beaucoup de paragraphes ne portent pas sur le fonctionnement. Je pense que comme je l'ai dit auparavant, si le processus mené et orienté par les gouvernements prend finalement en considération quelque chose que l'on propose pour alimenter et qui pourrait découler d'ailleurs de NETmundial ça pourrait être un groupe de travail sur une question spécifique. Nous voudrions faire telle proposition, nous venons du secteur privé, de la société civile, et on veut travailler ensemble de manière transparente. Les résultats permettent d'avancer alors ce serait un excellent résultat. Comme Marilyn le disait à l'instant, tous les processus multiparties prenantes n'ont pas nécessairement à être semblables les uns aux autres. Les gouvernements, ce qui a été préparé à l'assemblée générale a été préparé de manière parallèle.

RINALIA ABDUL RAHIM : Raul veut intervenir.

RAUL ECHEBERRIA : Je ne vais pas répondre à cette question, mais je dirais que parfois j'ai l'impression que certains dans cette communauté sous-estiment l'importance du débat sur le SMSI. Il s'agit d'un processus purement (inaudible) et gouvernemental, et finalement les décisions finales seront prises à l'assemblée générale des Nations unies sans la participation des parties prenantes et sans l'engagement fort des parties prenantes. On court le risque finalement que des décisions soient prises et qu'elles ne soient pas prises dans l'intérêt de tous. Je pense que c'est quelque

---

chose qu'il faut qu'on prenne davantage en considération, pour essayer d'être plus ouvert dans le processus, et parler aux représentants des pays présents à New York. Ce n'est pas une chose mineure consacrer un long travail pour aller à Genève, envoyer ces résultats à New York, et finalement les décisions vont être prises.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci. Le pire des scénarios, souvenez-vous également que nous ne sommes pas préparés encore à cela, il n'y a pas suffisamment de coordination encore entre nous.

OLGA CAVALLI : Pour beaucoup de choses dans la vie, on n'est pas prêts. Je pense que cette idée multipartite prenante ne devrait pas être vue comme une idée ou un concept, mais comme un processus. Si la plupart d'entre nous peuvent s'engager dans un débat constructif avec nos collègues et avec d'autres parties prenantes qui font partie de notre environnement, ce processus pourrait être enrichi par toute cette participation et les résultats en seraient améliorés.

Il faut être ouvert, non seulement les gouvernements, mais parfois j'ai l'impression que certaines unités constitutives ou certains groupes d'intérêt ou certaines parties prenantes autres que les gouvernements ont une attitude fermée et sont réticentes à s'engager dans un dialogue plus ouvert avec les gouvernements. Je vous encourage tous à être aussi souples et ouverts que possible, parce que c'est à mon humble avis une manière de relever ce tout nouveau défi. Ça nous servira tous si nous participons de manière beaucoup plus ouverte et transparente.

---

RINALIA ABDUL RAHIM : Une question dans la salle.

DOUG BARTON : Je parle en mon nom propre. Je dois dire que je ne suis pas d'accord avec vous sur deux points par rapport à votre définition du pire des scénarios. D'abord, je pense que votre version du pire des scénarios consiste à dire que rien ne se passe, ce serait voir les dangers que posent le SMSI par rapport au modèle multi partie prenante. Je pense qu'il y a des actions qui pourraient être prises par l'ONU par des gouvernements ou groupes de gouvernements qui seraient très dommageables pour ce processus. Je pense qu'il faut regarder cela de manière très réaliste et le considérer comme le pire des scénarios à éviter à tout prix. Avec une petite touche d'humour, aux États-Unis on a un adage par rapport aux politiques et a lieu lorsque les politiques ne peuvent pas se mettre d'accord et ce n'est pas forcément une mauvaise chose, ils sont forcément dans l'impasse. Ils se réunissent, ils échangent, et finalement c'est le bénéfice des gens qu'ils représentent.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup.

BERTRAND DE LA CHAPELLE : Je ne suis foncièrement en désaccord avec vous. J'ai peut-être diminué le risque d'un accord qui serait mauvais, la raison pour laquelle je ne l'ai pas mentionné c'est que je pense qu'étant donné là où l'on en est au niveau international de discussion, s'il y a réellement un désaccord, il y

---

aura une impasse, je ne vous pas honnêtement à l'assemblée générale des États-Unis à moins qu'il n'y ait une décision ou un vote en majorité, on voit ce que cela a produit au WCIT, je ne pense pas qu'il y ait possibilité, je suis peut-être trop optimiste, qu'un accord entre tous les gouvernements soit dommageable. S'il n'y a pas d'accord, il y aura une impasse. Je suis peut-être optimiste, mais je pense que le pire scénario est en fait de perdre du temps à négocier des documents qui ne servent à rien. Je parle avec tous mes collègues représentants français, vous savez il y a des semaines, des mois qui ont été créés qui finalement terminent sur les étagères. C'est une perte.

RINALIA ABDUL RAHIM : Nous avons maintenant déchiffré ce que voulait dire Subi, et Nigel va nous lire ses commentaires.

NIGEL HICKSON : Merci madame la présidente. Voici les remarques que Subi a essayé de faire. Nous apprécions beaucoup l'inclusion des différents points de vue, mais il reste beaucoup à désirer. Nous parlons beaucoup du haut niveau, et cela n'est qu'une partie du problème seulement. Si nous apprécions que l'implication des gouvernements est appréciée, ce modèle des décisions prises en sera un de haut niveau. Elle fait référence à l'assemblée générale des Nations unies. Si on doit respecter l'agenda de Genève et de Tunis, il y a une évolution qui s'est produite en terme d'écosystème IG. Si de plus en plus sont impliqués dans les questions de l'internet et de l'IG, c'est surtout une question de réponse. Il existe une compréhension, des déployeurs, des créateurs, et des utilisateurs de la technologie avec des liens avec les pays et les



---

continents d'où l'importance de la participation multi partite, il faut revoir les rôles et responsabilités multipartites telles que fait en 2005, avec des mandats clairs et des responsabilités claires. Selon l'agenda de Tunis, ce qui est important est le renforcement des capacités, et l'amélioration de la participation des pays développés. Il reste encore deux points qui doivent être délibérés davantage. Si les SGD de 2015 doivent inclure l'internet comme objectif, l'universalisation de la large bande de l'accès est un des points importants des délibérations. Si des pays ne sont pas d'accord sur des questions spécifiques, la délibération des Droits de l'homme sont des points à controverse. Il nous faut une claire définition de la relation du FGI avec les Nations unies. Je parle au nom des marges, des minorités, et des liens à faire entre des gens qui ne sont pas connectés afin que davantage de personnes participent, et qu'il n'y ait pas de délibérations sur ce point. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM : Nous remercions Subi pour ses remarques. J'aimerais terminer cette partie de notre programme en écoutant une conclusion de la part des panélistes. Nous allons commencer par Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Lorsque j'écoute ce genre de discussion de la gouvernance de l'internet, je me demande souvent s'il y a réellement une menace de pays qui vont menacer la survie de l'internet. Dans les années 90, j'ai fait le suivi de la connectivité de l'internet de 93 à 98, c'était une époque de croissance du world wide web. Nous n'avons pas imposé l'internet sur qui que ce soit en tant que communauté de l'internet ou de DNS, mais on l'utilise parce que ça marche. Nous n'avons jamais imposé le modèle

---

multipartite à qui que ce soit, mais c'est un modèle qui s'est épanoui parce qu'il fonctionne. Lorsqu'on dit qu'il y a des menaces par rapport au WCIT, l'avenir du processus SMSI, la plénipotentiaire qui va bientôt se produire, en fait je me pose la question de savoir si ces menaces sont réelles ou pas. Il y a certains pays dans le monde qui n'ont pas l'internet. Très peu, mais il y a des pays qui n'ont pas l'internet. Ce ne sont pas de pays en plein épanouissement. Il y a un avantage économique réel, ne vous inquiétez pas du pire des cas, parce qu'il y avait énormément de préoccupations avant le WCIT 12 et en fin de compte, on a terminé avec un statu quo. Est-ce que cela nous a changé, ou changé internet? Non.

RINALIA ABDUL RAHIM : En fait vous avez rattrapé les secondes que vous n'aviez pas utilisées tout à l'heure, c'est ça.

CHENGETAI MASANGO : L'année à venir est très importante pour la gouvernance. Je crois que nous avons entre nos mains la possibilité de définir l'avenir -- je vous encourage à rester très impliqué dans les processus du SMSI et de l'ICANN, pour s'assurer que le résultat est positif.

OLGA CAVALLI : Merci, je suis d'accord avec Olivier. Je crois que nous en sommes à une époque de changements, une époque difficile, mais je crois qu'en fin de compte l'internet nous rassemblent tous, nous mettent tous en lien, nous présentent des opportunités de penser, de développement, d'apprentissages. Je crois que c'est une époque tout à fait adéquate pour utiliser cet outil magnifique, et puis pour établir un dialogue :

---

essayer d'être ouvert, calme, rien de mal ne peut se produire si nous pensons tous de manière positive à ce qui peut se passer.

RAUL ECHEBERRIA :

2015, le FGI est un événement clé. Il faut absolument que cette réunion soit positive, ensuite nous devons chercher des approches innovantes, surtout suite au NETmundial, il y a une consultation ouverte en décembre, et les décisions devront être prises à ce moment-là. Pour ce qui est de l'UIT et du SMSI, il connaissent les mêmes enjeux, il est important d'avoir de la collaboration, de la transparence, et de ne pas dépasser les mandats impartis. C'est tout ce que j'ai à dire là-dessus.

BERTRAND DE LA CHAPELLE :

À un niveau plus élevé, l'internet était basé sur la confiance, de la coopération, d'une approche transfrontalière, et d'un élargissement mondial. Les mécanismes de sécurité de résolution des tensions en fait suivent le problème auquel on est confronté, c'est que le mode traditionnel d'interaction entre les gouvernements, ce n'est pas du tout un jugement moral, mais un jugement factuel, est basé sur la séparation et la souveraineté, il faut qu'il y ait une coopération pour bâtir la confiance, mais cette confiance ne se fait que lorsque c'est nécessaire. L'architecture multipartite de confiance pour les gouvernements par rapport à l'infrastructure de l'internet est toujours prévalente, et il s'impose lorsqu'on parle des aspects juridiques en ce qui concerne la gouvernance de l'utilisation de l'internet, la difficulté est de réconcilier cette dimension de l'architecture fragmentée à la base de la façon dont fonctionne le gouvernement, et la façon dont fonctionne l'internet. Je pense que ça est le plus gros enjeu. L'année à venir sera le moment où

---

cette coexistence deviendra possible, parce qu'actuellement, il existe une tension.

JIMSON OLUFUYE :

Deux commentaires rapides. Deux commentaires rapides qui concernent la question ou le commentaire d'Ugo sur la gouvernance de l'internet. Je pense qu'il a dit quelque chose de très pertinent, il nous faut trouver un moyen de lier tout ce qui est national, régional, dans le cadre de la gouvernance. Je crois qu'enfin le gouvernement écoute. Ils font partie de notre groupe, de la discussion, ils sont la voix du peuple, il est important d'être impliqué et l'UIT écoute, je crois que c'est un encouragement à justement s'engager.

BILL DRAKE :

Ma préoccupation principale serait de réellement prendre en considération de manière sérieuse ce qui a été déclaré à NETmundial, au sein du FGI pour qu'il y ait quelque chose de durable, et de travailler en focalisant sur des questions dont on pourra faire le suivi, pour avoir un point de vue réellement mondial, et focaliser la discussion sur un des quatre jours au Brésil l'année prochaine sur un point pour avoir un rapport sur le point de vue des différents acteurs. J'aimerais voir le FGI être pris au sérieux, il y a beaucoup d'autres choses à dire, mais je n'ai pas suffisamment de temps.

RINALIA ABDUL RAHIM :

J'aimerais remercier les panélistes, et nous allons commencer la partie deux de notre séance dans un instant. J'aimerais inviter les intervenants de la deuxième partie de la séance à s'approcher.

---

Il y a un mystère par rapport à cette présentation, j'étais très curieuse de voir qui allait se présenter, en fait à la base la discussion sont les modèles de collaboration émergeant dans la discussion sur la gouvernance de l'internet. Nous avons trois panélistes, Bertrand de la Chapelle, vous le connaissez je vais vous présenter les deux autres. À gauche j'ai Virgilio Fernandes Almeida, secrétaire des politiques de technologie de l'information au ministère des Sciences, de la technologie et des inventions au Brésil, au CGI. Il a été président de la réunion NETmundial à Sao Paulo et à droite, j'ai Urs Gasser, directeur exécutif du centre Berkman pour l'Internet and Society à Harvard, actuellement professeur de pratiques juridiques au collège de Droit de Harvard. Ceci étant, j'aimerais passer la parole à Virigilio qui va nous parler de ce qui s'est passé après le NETmundial.

VIRGILIO FERNANDES ALMEIDA : Merci Rinalia, l'objectif de cette séance est de parler de 2015 et au-delà. Je ne vais pas essayer de prédire l'avenir, mais plutôt essayer de prédire les grandes lignes, les événements principaux afin de nous aider en tant que communauté à construire l'avenir de la gouvernance de l'internet au-delà de 2015. Pour ce faire, je crois que ce que je vais dire va être basé sur mon expérience personnelle, avec la gouvernance de l'internet au Brésil. Je vais vous présenter certains faits basés sur l'expérience du Brésil, dans le contexte de la gouvernance de l'internet. Voici en fait la feuille de route pour la gouvernance de l'internet au Brésil. Nous avons commencé il y a 20 ans, où le cgi.br, le comité directeur sur l'internet a été créé par un décret présidentiel. C'est en fait une entité multipartite qui existe depuis 20 ans. Nous avons beaucoup d'expérience, un passé important. Il y a eu un événement

dans cette feuille de route qui a été la construction des principes pour l'utilisation et la gouvernance de l'internet. Ceci a été établi par les membres du CGI, en lien avec leurs unités constitutives et la société. Les principes ont été approuvés par tous les membres du CGI. Enfin, en 2011, nous avons eu le Marco civil, envoyé au congrès avec des aspects intéressants dont je vous parlerai tout à l'heure. Enfin en 2014, nous avons eu le NETmundial au Brésil. Voilà un peu les grands événements qui montrent l'évolution de la gouvernance internet au Brésil. Je l'ai dit le CGI a été créé en 1995, avec pour but de proposer des politiques et des procédures, recommander des normes, établir des directives stratégiques, de promouvoir des études et des normes techniques, de coordonner la location de l'attribution de la place d'internet, de promouvoir la recherche spécialisée, de collecter et de disséminer l'information. Ce qui est intéressant par rapport à cette entité de gouvernance, c'est en fait sa formation, parce qu'il est composé de 21 membres, 9 qui nous viennent du gouvernement, 4 de la société civile, et 4 du secteur privé et 4 de la communauté scientifique et académique. Il n'y a pas un seul acteur qui n'a pas la majorité dans les votes. Tout doit être négocié par les membres du conseil et c'est très important à mon avis. Le deuxième aspect du CGI, c'est qu'il n'est financé par le gouvernement. Le budget du CGI est basé sur les revenus provenant des noms de domaine, du .br. C'est la source des revenus du CGI, il ne dépend pas de fonds gouvernementaux, ça c'est pour le cadre juridique de l'internet au Brésil. Nous avons les principes CGI pour la gouvernance et l'utilisation de l'internet, nous avons une loi comme quoi il doit y avoir un accès ouvert à l'information, nous avons les principes w3c de ligne ouverte\*, nous avons le cadre des droits civils et nous sommes en cours de discussion pour les données personnelles et

les lois relatives aux données personnelles. C'est un peu le cadre juridique au Brésil. Pour ce qui est de Marco Civil, il y a définition des principes, des droits et des responsabilités pour les citoyens, les sociétés et les agences gouvernementales. Il y a certaines spécificités prises en compte dans le cadre de ce processus, puisqu'il y a eu sept consultations publiques par le biais de l'internet de manière à établir cette proposition de loi. Ce qui caractérise ce processus, c'est qu'il y a eu consultation. Il a été inspiré par les principes du CGI et une consultation en ligne en 2009 sur une plateforme de source ouverte, et enfin cette loi a été adoptée par le président lors du NETmundial. Les point-clés, droits et principes, rétention des données, neutralité du net, responsabilité intermédiaire, il y a moins de responsabilités juridiques pour l'internet au Brésil, la réglementation n'est pas terminée, mais ça devrait être bientôt.

Le NETmundial : voilà la chronologie des événements, tout a commencé en septembre 2013 lorsque la présidente du Brésil a fait son discours aux Nations unies où elle a demandé un nouvel ordre de gouvernance d'internet. Ensuite il y a eu la réunion de Montevideo qui a impliqué différents acteurs de l'internet, enfin il y a eu un processus lancé, je vais passer rapidement, je n'ai pas assez de temps. Les principes de la gouvernance de l'internet et la feuille de route, nous allons passer là-dessus. L'avenir maintenant. À mon point de vue l'avenir devrait examiner les points qui figurent sur la feuille de route de NETmundial, l'importance du renforcement du FGI, d'obtenir des résultats concrets de la transition du rôle de supervision IANA, et quelles sont les expériences et les enseignements de NETmundial, le modèle multipartite prenante est un modèle important pour l'avenir de l'internet. Qu'est-ce

---

qui se passe ensuite? Cette feuille de route devrait s'inscrire dans d'autres processus internet dans le monde. Le FGI 2015, il faudrait prendre en considération les conclusions de NETmundial au FGI 2015, il y a eu une initiative de NETmundial autre que cette question importante liée à la gouvernance de l'internet, il faut prendre en considération la sécurité et la stabilité pour l'avenir, mais je crois que l'aspect le plus important pour l'avenir est de renforcer les entités actuelles pour les principes de NETmundial, parce que si nous avons un système d'entité nationale qui fonctionne et représente les sociétés des différents pays, alors ce sera le fondement pour ériger un système internet mondial. Je pense que je vais m'en tenir là avec cette dernière diapo pour vous dire que la plupart des débats sur l'internet au Brésil commencent au CIG et ensuite ces débats peuvent donner lieu à des législations s'ils sont adoptés par le congrès et ensuite ils peuvent également s'inscrire dans le processus mondial sur la gouvernance internet. Comme je l'ai dit, il est important d'avoir des entités nationales fortes dans le domaine de la gouvernance de l'internet.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup, il a résumé une présentation de dix minutes en 2-3 minutes. Je crois qu'il y a eu un petit problème de communication. Je regarde ici Nigel. On va maintenant parler des modèles d'internet, j'ai raison?

URS GASSER : Merci, j'ai des réflexions sur le rôle du secteur académique dans l'avenir de la gouvernance de l'internet, au-delà de 2015. Le secteur académique a joué un rôle clé dans le développement de l'internet, les



---

protocoles également, bien entendu, mais certaines valeurs clés du secteur de l'académie sont reflétés dans l'écosystème de la gouvernance internet. Bertrand a déjà évoqué la collaboration qui entoure ces valeurs, et le secteur académique a participé au développement de ces valeurs. D'entrée de jeu, j'aimerais faire deux commentaires essentiels, et j'espère avoir au cours des prochaines minutes le temps de les développer. D'abord, je dirais que maintenant est un bon moment pour renouveler l'engagement du secteur académique, pour contribuer de manière permanente en apportant plusieurs points de vue au débat sur l'avenir de la gouvernance internet. Deuxième commentaire, j'aimerais proposer un rôle croissant du secteur académique qui se fonde sur une vision stratégique sur le rôle de la recherche, de la formation, et autres, en mettant l'accent sur l'indépendance, la rigueur et la participation. Dans un instant, je vais préciser ce que je veux dire par le renforcement du rôle du secteur académique. D'abord, pourquoi est-ce que je dis que maintenant est le bon moment. D'abord, parce que nous en avons besoin et parce qu'il y a une opportunité. Parlons d'abord de l'opportunité. Depuis les premiers jours de la gouvernance internet, le monde a changé de manière drastique. L'environnement aussi. Lorsque l'ICANN par exemple est né, une poignée d'académiques ont participé au débat et certains d'ailleurs sont ici présents dans la salle aujourd'hui. Les études sur la gouvernance internet et sur l'internet sont devenues un domaine à part, nous avons des diplômes, des journaux, et des centres spécialisés en la matière, peut-être plus importants encore, mais on voit de plus en plus de jeunes, d'étudiants en études supérieures qui s'intéressent à ce domaine de recherche et de travail, et qui partagent également un intérêt et un engagement croissant vis-à-vis de ce type de matière.

Également, l'engagement de nouveaux chercheurs y compris des jeunes femmes, et encore plusieurs d'entre eux sont présents dans la salle aujourd'hui et s'intéressent à cela. Et une diversité croissante, et cela a créé une opportunité unique pour une collaboration durable et diverse qu'il faudrait renforcer. En d'autres termes, on a l'opportunité de traiter toutes ces questions avec un nouveau regard, et avec de nouvelles perspectives, motivations, créativité et dynamique. Il ne s'agit pas simplement d'une opportunité, il s'agit aussi d'un besoin pressant qui requiert le rôle du secteur académique. Nous reconnaissons tous que l'environnement de l'internet est devenu de plus en plus complexe, que les problèmes sont devenus de plus en plus complexes et dans une telle situation il est important de tirer parti des premiers travaux, des chercheurs devraient travailler vers une approche institutionnelle et de développer une capacité mondiale. ce que je veux dire par un rôle accru du secteur académique : je vous ai déjà livré les principaux éléments : approches institutionnelles, engagement durable avec une recherche, renforcement des capacités axées vers le sud, et exemple dans cette catégorie, réseau mondial de centre d'internet mondiaux qui réunit plus de 40 centres de manière ascendante, un tiers proviennent des pays du sud, avec des femmes qui travaillent, des femmes et des hommes d'ailleurs, sur ces questions. L'une des activités que l'on développe est une activité pilote pour chercher à mettre en place une gouvernance internet ouverte, on a commencé avec une étude de cas diverse fichée\* pour voir comment les mécanismes des modèles fonctionnent, comment ces groupes sont constitués et comment ils fonctionnent et dans quelle mesure ils sont efficaces. Il nous faut présenter et partager les études de cas avec des études de synthèse ainsi qu'avec une série d'enseignements tirés de conclusions d'ici

---

l'année prochaine. Nous espérons que ce type de recherche va montrer l'intérêt d'un réseau mondial académique, mais également démontrer ce que le secteur académique peut apporter pour les principes mondiaux. À cet égard, nous voyons cette activité pilote comme une initiative tout aussi importante que celle de NETmundia et j'espère que dans quelques années on pourra le voir ainsi, laissez-moi vous dire que personnellement je suis extrêmement impatient de voir quels seront les résultats, parce que nous avons cette opportunité d'agir pour voir ce que l'on peut faire pour la gouvernance de l'internet et non pas simplement attendre de voir ce que la gouvernance de l'internet peut faire pour nous.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci, je comprends maintenant pourquoi Bertrand est le dernier à intervenir, parce qu'il va faire des commentaires sur ce qui vient d'être dit. Bertrand, parlez-nous de la valeur ajoutée de NETmundial, de son suivi, de ses initiatives qu'URA a mentionné. Comment cela va étayer la gouvernance de l'internet.

BERTRAND DE LA CHAPELLE : En fait NETmundial a été le premier témoignage d'un processus qui a démontré que dans une période courte de temps on a pu élaborer un document adopté par un groupe d'acteur y compris les gouvernements et d'autres, et pour parler franchement, pour rendre à César ce qui est à César, en très peu de temps on avait déjà fait la courte rédaction du document, mais pas avec la portée que le document que NETmundial a produit. Pourquoi est-ce que je dis cela, c'est important parce que j'ai tendance à faire une distinction entre les gouvernements de l'internet

---

et les gouvernements sur internet : ICANN, RIR, toutes les identités, ISOC qui traite des protocoles internet, etc. Le grand défi est le les gouvernements sur internet, ce que tout le monde fait sur internet et qui implique la liberté d'expression, la confidentialité, etc. La raison pour laquelle NETmundial est si important et le FGI d'ailleurs c'est parce que nous avons les instruments nécessaires pour la gouvernance de l'internet, en particulier les instruments pour encadrer les questions pour développer des recommandations, des normes, recommandations, des législations, quoi que ce soit, nous avons les mécanismes pour valider cela et les mettre en oeuvre et en assurer un suivi. Pour ce qui concerne les gouvernements sur internet, le mécanisme n'est pas encore parfait, mais il est presque fini. Si on pense aux indicateurs chiffrés dont je viens de vous parler de de la distinction entre les gouvernements sur internet et de l'internet, on s'aperçoit que la première ligne est presque vide. La plupart des tâches qui figurent en haut sont remplies par le FGI, et la seule partie qu'on a eu sur la gouvernance sur internet, où il y a eu une rédaction, c'est justement l'expérience NETmundial. Ce qui montre bien que c'est possible de convoquer les parties avec une partie neutre, et je pense que cela a permis de fixer un certain nombre de principes et de méthodologie que les gens vont utiliser. Le problème essentiel est que ce tout ce qui suit en rédigeant d'autres choses opérationnelles et la feuille de route de NETmundial n'a pas souligné vraiment un calendrier, mais plutôt des thématiques telles que la neutralité, la surveillance et d'autres questions de juridiction, donc les thématiques sont identifiées, mais nous n'avons pas les outils nécessaires pour les développer. C'est pourquoi ce que disait Urs est important, parce qu'il faut que nous disposions de systèmes qui fonctionnent de la même manière

ascendante et multipartie prenante, etc. que pour la manière dont les institutions et les gouvernements ont été construits. Il n'y a pas une seule institution qui va dire, on va traiter tout, que ce soit la liberté d'expression, la confidentialité, et c'est ce que disait URS, il y a un besoin de rapport sur les réseaux fondé sur les besoins, quelque en soit le nom, l'idée est que pour résoudre les problèmes liés à la gouvernance sur l'internet on a besoin du même type de méthodologie, qui implique les acteurs au cas par cas et leur permettre de développer les choses, de rédiger ou de valider quelque chose, le problème qu'on a avec ça est que ces deux éléments pionniers tendent vers un objectif qui est un modèle qui chapeauterait le reste pour voir comment ces initiatives vont pouvoir être réunies, d'ailleurs j'ai oublié de le dire, je dirige un groupe qui s'occupe justement de ce type de mécanisme, comment faire en sorte qu'il n'y ait pas de chevauchement, comment trouver les voies de financement pour que les ressources humaines et financières soient suffisantes. Tout ça est un énorme défi, le lien entre les deux est le suivant : moi personnellement je pense que NETmundial a permis de montrer que les gens peuvent se réunir pour corédiger un document de manière multipartie prenante et ça c'est possible, et deuxièmement ce à quoi Urs fait référence l'importance du secteur académique pour que ce secteur académique dispose des informations pour que le développement des régimes soit fondé sur les faits. RINALIA ABDUL RAHIM : Merci d'avoir précisé ce lien, très bien fait d'ailleurs, nous n'avons que très peu de temps, je vous rappelle qu'il faut quitter la salle à 18 h 15, mais si vous avez des commentaires, ou des questions dans la salle... Marilyn. Nous avons un commentaire.

---

INCONNU : Alessandro Pisanty dit, les entités nationales pour la gouvernance internet constituent une approche possible, qui va à l'encontre de la nature transfrontière de l'internet, et ne semblent pas régler les problèmes historiques. Une approche ou un ou quelques pays se réuniraient va à l'encontre du modèle multipartie prenante qui nous ramène à la situation il y a 40 ans, une approche intergouvernementale et multilatérale.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup nous allons écouter Marilyn.

MARILYN CADE : Merci beaucoup de vos commentaires, mais à vrai dire j'ai l'impression que je suis un peu déçue en fait, parce que moi je m'attendais à une actualisation sur les initiatives de NETmundial, et je pense qu'on l'attend encore de la bouche de Fadi, de vous-même ou de quelqu'un. J'aimerais que l'on me dise, les gens qui sont dans la salle me disent, si je n'étais pas le seule à attendre cela.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci est-ce que quelqu'un peut répondre?

VIRGILIO FERNANDES ALMEIDA : La réunion du NETmundial était une initiative d'un moment unique, avec des documents produits avec une feuille de route et des principes. Deux choses, maintenant c'est terminé, et ce qu'il faut faire est de voir comment ces principes peuvent être adoptés par les entités de gouvernance de l'internet, ou plutôt les entités internationales qui sont

---

responsables de la gouvernance de l'internet. L'idée de l'initiative du NETmundial n'est pas d'avoir une autre conférence, un autre événement comme le NETmundial, c'est de construire ou de proposer la mise en place d'une plateforme ouverte, qui fonctionnera comme centre d'échange. D'un côté il y aura les problèmes et de l'autre les solutions. Nous avons eu une discussion très fructueuse avec Fadi, lors de laquelle il y avait sept membres du conseil du CGI brésilien plutôt, et suite à cette discussion il y a deux jours, la suggestion faite a été la suivante : laissez-nous créer une plateforme, une sorte de centre d'échange, avec un certain nombre de personnes qui vont contribuer et avec une ouverture vers le public les gens pourront s'inscrire sur la liste et ensuite nous allons commencer à mettre en place cette plateforme. Au début ce sera simplement une plateforme ouverte à toute personne qui souhaite participer. Ensuite les personnes qui participeront aux services disponibles, comment fonctionnera la plateforme, voilà en fait ce qui a été décidé lors de la réunion il y deux jours, et au cours des deux semaines à venir nous devrions avoir un document avec ces idées qui sera disponible. Voilà ce que nous avons.

RINALIA ABDUL RAHIM : Je pense qu'il ne reste qu'une question dans les temps impartis.

MILTON MUELLER : Je voulais parler de cette nouvelle création par rapport à la gouvernance de l'internet, ces nouvelles idées. Je crois que cela élimine un peu ce qui s'est passé dans le monde. Je ne vois pas de lacunes générationnelles, ce que je vois c'est un champ qui commence à s'étendre qui a commencé avec quelques personnes comme moi, Bill Drake qui

---

sommes très actifs dans le domaine universitaire, qui faisons beaucoup de recherches, et de plus en plus de personnes se sont présentées, je voudrais étudier ceci, ça m'intéresse, je voudrais m'impliquer, nous avons commencé en 2006 juste après le WSIS il y a eu des foules d'universitaires qui ont travaillé avec nous. Il y a une division dans le domaine. Je crois que l'école de Francfort faisait cette différence entre recherche académique et la recherche critique. Les personnes qui sont indépendantes, alignées avec certaines institutions et qui essaient de les améliorer en faisant une investigation détaillée de ce qui se passe, et il y a des personnes qui sont plutôt financées par les acteurs, et qui font des recherches pour soutenir tel ou tel camp. Je crois que ça serait intéressant de savoir où on va dans ce domaine.

RINALIA ABDUL RAHIM : Merci beaucoup Milton. Urs, voulez-vous faire un commentaire là-dessus?

URS GASSER : Je crois que nous essayons de baser notre travail sur ce qui a été fait au niveau universitaire, je serais tout à fait prête de discuter de la question de la levée de fonds pour financer la recherche dans ce domaine, je crois que la question est tout à fait pertinente, et il y a de gros problèmes quand la recherche mène à 10 ou 15 ans d'étude, nous n'avons toujours pas trouvé la réponse finale, sinon on n'aurait pas ce genre de problème. Je crois que la question est bonne, ce qu'il faut faire est d'aborder cette question par réseau, un modèle de collaboration qui incorpore divers points de vue, et parfois dans certaines réunions universitaires sur la gouvernance de l'internet il n'y a pas de diversité de



---

point de vue, nous faisons tous partie de cette conversation, et n'importe qui peut faire des commentaires pour savoir si j'écoute bien les différents points de vue. Je crois qu'il n'y a pas de tension entre ce que vous venez de dire et ce que nous pensons. Nous sommes tout à fait prêts à parler des défis relatifs au financement des recherches académiques. Ce n'est pas quelque chose qui se limite d'ailleurs à la gouvernance de l'internet, c'est une question générale quand on pense à la santé publique, à la médecine, vous avez des questions similaires qui existent. D'où vient le financement, comment financer la recherche publique et la recherche appliquée, c'est une des questions importantes, je suis d'accord.

RINALIA ABDUL RAHIM : La séance est terminée, il faut absolument qu'on s'arrête à 6 h 16, mais il faudrait reconnaître ce qu'a dit Marilyn, je crois qu'il y a beaucoup de personnes qui souhaitent savoir un peu le suivi qui sera fait, du NETmundial et de l'initiative à suivre, je crois que c'est quelque chose que nous allons communiquer aux organisateurs, il faut absolument que ces informations soient communiquées à la communauté si elles sont prêtes, ça serait quelque chose qui serait apprécié. Je vous demande de m'aider pour remercier les membres du panel.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]